Le major Cameron Leckie, ex-militaire, dénonce l’arnaque des sous-marins : AUKUS a dupé l’Australie

Voici la dernière ruse de l’empire guerrier américain : vendre un sous-marin hors de prix à une victime consentante, encaisser immédiatement, repousser indéfiniment la livraison, mais obtenir sans attendre des droits d’accès aux ports. De belles, très belles affaires... pour l’empire du mensonge, financées par les impôts des Australiens, et peut-être bientôt par leur sang si la transformation du continent en instrument militaire au service des jeux géopolitiques de Washington se poursuit. Cameron Leckie, ancien major de l’armée de terre australienne, rejoint Pascal pour discuter de sa désillusion face à la politique étrangère occidentale et de la dépendance de l’Australie à l’égard des États-Unis. Ils examinent les récits médiatiques, l’éthique militaire, les pouvoirs en matière de guerre et le fossé entre les valeurs proclamées et les actions gouvernementales. Selon Leckie, les engagements impériaux américains dépassent de plus en plus les ressources disponibles, ce qui soulève des questions sur l’AUKUS et la sécurité régionale. La conversation explore les relations de l’ Australie avec la Chine et ses voisins asiatiques, ainsi que les perspectives d’une politique étrangère plus indépendante et pacifique. Liens de Cameron : X : https://x.com/leckie_cameron Substack : https://substack.com/@cameronleckie Liens de Neutrality Studies : Substack de Neutrality Studies : https://pascallottaz.substack.com Soutenir Neutrality Studies : https://neutralitystudies.com/donate Boutique de Neutrality Studies : https://neutralitystudies.com/shop Repères temporels 00:00 Cameron Leckie : d’officier de l’armée à voix critique 08:07 Récits médiatiques et baisse de la confiance du public 19:22 L’identité de l’Australie et l’essor de l’Asie 28:01 Les groupes de réflexion et le discours sur la menace chinoise 31:14 Éthique militaire, ordres illégaux et pouvoirs en matière de guerre 44:32 Gaza et les contradictions de la politique étrangère australienne 49:27 Déclin impérial, bases américa

#Pascal

Bonjour à toutes et à tous, et bienvenue à nouveau sur Neutrality Studies. Aujourd’hui, nous recevons pour la première fois Cameron Leckie, ancien major des forces armées australiennes et farouche critique de l’empire américain. Cameron, bienvenue.

#Cameron Leckie

Merci beaucoup pour l'invitation, Pascal. J'admire votre travail depuis plusieurs années déjà, et tout particulièrement le séminaire que vous avez organisé au Japon il y a une semaine ou deux. J'ai regardé pas mal de ces vidéos, et elles sont vraiment éclairantes. J'imagine que ça a dû être un très bel événement, avec autant de personnes partageant les mêmes idées. Merci beaucoup.

#Pascal

C'était passionnant sur place, mais heureusement, on peut désormais partager tout ça en ligne aussi, et permettre à beaucoup plus de gens de participer et de prendre part à la discussion. C'est pour ça que je voulais vous inviter, puisque vous êtes aussi un bon ami du docteur Warwick Powell, et que vous avez beaucoup écrit et travaillé sur ce que vous considérez comme l'expansion et le déclin des forces impériales américaines à travers le monde. Est-ce que vous pourriez nous expliquer un peu tout ça ? Peut-être nous parler de votre propre expérience, vous qui avez fait partie des forces de défense australiennes, nous dire pourquoi vous les avez quittées, et comment vous voyez évoluer cette relation entre l'Australie et les États-Unis aujourd'hui, en deux mille vingt-six.

#Cameron Leckie

Bien sûr. Alors, oui, je me suis engagé dans l'armée de terre australienne dès la fin du lycée. J'avais, vous savez, dix-sept ans, dix-sept ans et demi. J'ai suivi une formation d'officier à l'Académie des forces de défense australiennes et au Collège militaire royal de Duntroon. Tout ce que j'avais toujours voulu faire, c'était entrer dans l'armée. Mon père a été appelé sous les drapeaux à l'époque de la guerre du Vietnam. Mon grand-père a combattu pendant la Seconde Guerre mondiale, et mon arrière-grand-père pendant la Première Guerre mondiale. Donc, vous savez, c'était tout ce que j' avais toujours voulu faire. En Australie, il y a toute une mythologie autour des Anzacs et de leur légende, et je crois que j'en étais complètement imprégné.

Et je croyais à ce qu'on faisait. On parlait de démocratie, de liberté, de donner sa chance à chacun, des gens qui se battent pour s'en sortir, tout ce genre de discours. J'y croyais, en quelque sorte. Alors oui, je suis devenu officier et j'ai effectué quelques missions. Je suis allé au Timor oriental en mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, et je pense vraiment qu'on a eu raison d'y aller. Je suis allé aux îles Salomon après les troubles qui ont eu lieu là-bas au début des années deux mille. Et je suis aussi allé à Sumatra, à deux reprises à Banda Aceh, après le tsunami du vingt-six décembre deux mille quatre. Donc, dans quelques coins du monde. Je dirais que c'est probablement avec la guerre en Irak que j'ai commencé à remettre en question ce qu'on faisait.

Je ne suis pas allé en Irak, mais, vous savez, il y avait un décalage entre la raison qu'on avançait pour y aller — les armes de destruction massive — et le fait qu'on n'en ait trouvé aucune. Et j'ai commencé à me poser des questions : « Attendez, on est censés faire ça pour de bonnes raisons, mais en fait, toute la justification de cette guerre reposait sur un mensonge. » C'est la conclusion à laquelle je suis arrivé. Alors, on commence à se demander pourquoi on fait ce qu'on fait. On a eu

cette longue guerre en Afghanistan, un autre exemple où l'on justifiait notre présence par la défense des droits des femmes, et cetera, dans un pays où… Combien de fêtes de mariage les États-Unis ont-ils bombardées ? Des dizaines au fil des années.

Je pense que, pour moi, les choses ont commencé à atteindre un point critique. C'est un processus assez difficile, parce qu'on fait partie d'une organisation qui, vous savez, va dans une certaine direction, et on se dit : « Nous, on est les gentils, on respecte le droit des conflits armés et la Charte des Nations unies, et tout ça, c'est important. » Mais ensuite, on voit que notre politique étrangère et nos décisions ne sont pas en accord avec ces principes. Je dirais que ce qui s'est passé en Ukraine en deux mille quatorze a probablement vraiment marqué un tournant, surtout quand le vol MH17 a été abattu. Je crois que trente-huit Australiens ont été tués à bord du MH17, ce qui a suscité une réaction énorme en Australie.

Et c'est franchement un peu exagéré, cette façon d'attribuer les responsabilités. J'ai servi dans un régiment d'artillerie pendant deux ans, donc j'ai quand même quelques notions du fonctionnement de l'artillerie et de la défense antiaérienne. Et cette histoire qu'on est censés croire, selon laquelle les Russes auraient fait traverser la moitié de la Russie à un lance-missiles pour tirer un missile, avant de rentrer tranquillement en Russie… ça ne me semblait tout simplement pas tenir debout, surtout que l'Ukraine avait les moyens, un mobile et l'occasion d'abattre le vol MH17. Alors ça a commencé à semer le doute dans mon esprit, et j'ai commencé à diversifier mes lectures, à écouter des gens comme Stephen F. Cohen.

Et oui, je crois que ma perception de ce que nous faisions et de ce que nous défendions a beaucoup changé. Et puis, je crois que d'autres événements en cours de route, comme ce qui s'est passé en Libye, toute l'affaire Skripal au Royaume-Uni… Tout ça a commencé à me faire comprendre que ce que nous, en Occident, disions faire et ce que nous faisions réellement étaient deux choses très différentes. J'en suis arrivé à penser que servir dans les forces armées australiennes, ce n'était pas vraiment servir les intérêts de l'Australie. C'était plutôt servir les intérêts de l'empire américain. Une fois arrivé à ce constat, eh bien, il faut vraiment passer à autre chose, parce qu'on n'est plus vraiment à sa place.

#Pascal

Merci beaucoup. Vous venez de passer en revue de nombreux cas, n'est-ce pas, que beaucoup d' entre nous ont vécus ou dont ils se souviennent encore. D'un côté, on pourrait se dire : oui, si toutes ces raisons étaient vraiment fondées, alors ce serait une cause qui en vaudrait la peine. Mais il y avait tellement de mensonges mêlés à tout cela qu'on se demande vraiment, vous savez, s'il s' agissait d'une tentative de lavage de cerveau, ou simplement d'une pure démonstration de pouvoir face à la population. Comment vous expliquez-vous que tant de gens, vous y compris, aient adhéré à tout cela aussi longtemps, en croyant au cap général qui était suivi ? Je veux dire, pendant très longtemps, le discours, il me semble, c'était : oui, nous avons commis des erreurs, mais globalement, nous allons dans la bonne direction, n'est-ce pas ? On fait des zigzags, mais dans l'

ensemble, c'était ce qu'il était important de faire. Et je crois que ce consensus est en train de s' effriter, non ?

#Cameron Leckie

Tout à fait. Et je pense que les médias sont un exemple simple pour le démontrer. Je repense à ce qui s'est passé à Douma en deux mille dix-huit, à cette attaque présumée à l'arme chimique. Bon, il y a eu une attaque, et des gens sont morts. J'ai suivi ça d'assez près. J'ai écrit deux ou trois articles dans une revue australienne consacrée aux politiques publiques, qui s'appelle Pearls and Irritations. Et il me semblait — et je ne prétends pas savoir exactement ce qui s'est passé — que la version officielle selon laquelle le gouvernement syrien en était responsable ne tenait pas vraiment la route.

Et l'un des exemples qui a un peu servi de déclencheur, c'est quand les lanceurs d'alerte de l'OIAC ont pris la parole — et Aaron Maté a fait un très bon travail d'investigation là-dessus — pour dire, en gros, que le rapport qu'ils avaient remis avait été trafiqué et modifié pour faire croire que le gouvernement syrien était responsable de cette attaque, alors que les éléments de preuve ne permettaient pas de le conclure. Les médias australiens ont gardé un silence total là-dessus. Et ça, pour moi, ça a été un déclic, parce qu'à mes yeux, c'est une information qui mérite d'être couverte. Enfin, on a une institution internationale qui, par je ne sais quels mécanismes, a modifié les conclusions de scientifiques qui s'étaient rendus sur le terrain, pour les faire coller à un certain récit.

Pour moi, c'est quelque chose qui devrait faire l'actualité. Mais c'est le silence total dans les médias australiens et, je pense, dans la plupart des grands médias occidentaux. Et je crois que c'est là que j' ai enfin compris que ce n'était pas un hasard. Pendant un certain temps, je me disais, vous savez, c' est simplement que les gens n'ont pas accès aux informations et que, du coup, ils tirent des conclusions à partir d'informations fausses. Mais ça, je pense que ça a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. En réalité, ces récits sont orchestrés, vous savez, sans aucun doute par nos services de renseignement et de sécurité, en collaboration avec les médias, que ceux-ci en soient conscients ou non.

#Pascal

Juste un petit mot, très rapide. Le meilleur moyen de soutenir cette chaîne, c'est de vous inscrire gratuitement à ma newsletter sur Substack. Vous pouvez aussi nous aider en y prenant un abonnement payant, ou acheter certains de nos nouveaux produits dérivés sur neutralitystudies. com. Les liens sont ci-dessous.

#Cameron Leckie

On se voit là-bas. Et une fois arrivé à ce stade, je me suis dit : tout ça est fait délibérément. Alors, on commence à examiner tout le reste, tout ce dont on a connaissance, et on se dit : si un événement comme celui-là est provoqué délibérément, qu'en est-il de tout le reste ? Et oui, je suis

fermement convaincu que beaucoup des récits qu'on nous a amenés à croire ont été délibérément construits et renforcés pendant des décennies. Et ça fait partie du problème. On le voit tout le temps : on accuse la Russie, la Chine ou l'Iran d'avoir fait quelque chose, et cette accusation devient un fait, qu'on utilise ensuite encore et encore comme preuve de leurs agissements répréhensibles. Alors que ce n'est peut-être pas du tout le cas. L'accusation qui est portée n'est peut-être tout simplement pas vraie.

#Pascal

Je veux dire, ce qui me frappe le plus, bien sûr, c'est que nous avons derrière nous une très, très longue histoire, qui a été étudiée et qui est bien documentée. Et l'incident du golfe du Tonkin n'est vraiment qu'un exemple parmi d'autres, n'est-ce pas ? Mais il y a tellement, tellement de cas où des prétextes manifestement fabriqués de toutes pièces ont servi à déclencher des guerres. Et des décennies plus tard, on découvre que c'était un prétexte, que c'était un mensonge, que tout avait été inventé. Mais quand un nouveau mensonge arrive, allez savoir pourquoi, nous, en Occident, nous sommes plus que prêts à y croire à nouveau et à ignorer cette histoire. On se contente de mettre ça sur le compte des erreurs des administrations précédentes… mais cette fois-ci, bien sûr, ce n'est pas pareil. Actuellement, l'un des événements dont on ne parle pas, mais qui continue d' alimenter une grande partie de la haine envers les Russes, surtout en Europe, c'est Boutcha.

Et Boutcha présente toutes les caractéristiques de quelque chose de totalement fabriqué. On y retrouve tous les signes d'un de ces incidents du genre des attaques au gaz en Syrie, parce que ceux qu'on accuse sont justement ceux qui réclament le plus fort une mission d'enquête indépendante de l' ONU, tandis que l'autre camp bloque tout, non ? Je veux dire, les Russes disent : « Ce n'est pas nous qui avons fait ça. Nous n'y sommes pour rien. C'est vous les responsables. » Mais du côté ukrainien et occidental, on dit : « Non, on ne peut pas mener d'enquête indépendante là-dessus. Non, vous devez accepter ce qu'on vous présente ici, et toute autre version sera désormais qualifiée de théorie du complot. » Pourquoi pensez-vous qu'il y a cette tendance, en Occident, à croire le mensonge du moment ou à s'empresser d'y adhérer ?

#Cameron Leckie

Tout en reconnaissant que les précédents… oui, oui, d'accord, c'étaient des mensonges. Je pense qu' on en revient à… Enfin, je n'ai jamais été journaliste, et je ne pense pas que je pourrais l'être, du moins dans un grand média. Mais, vous savez, c'est presque comme si, dès qu'il s'agit de notre camp — je veux dire, de l'Occident ou des actions occidentales —, tout esprit critique disparaissait. Donc, dès qu'une affirmation est avancée, on laisse tomber tout esprit critique. Et j'imagine que s'ils renoncent à tout esprit critique, c'est parce que, s'ils en faisaient preuve, ces récits s'évaporeraient très, très vite. C'est assez effrayant, parce que quand on voit l'ampleur des dégâts causés par des mensonges… L'Ukraine en est évidemment un exemple. Je veux dire que la guerre aurait pu prendre fin.

Si les journalistes avaient fait preuve du scepticisme nécessaire et demandé des comptes au pouvoir — ce qui, du moins quand j'étais jeune, me semblait être le rôle des médias —, tout le récit sur l' Ukraine aurait changé, et les États-Unis, l'OTAN et l'Union européenne auraient subi une pression immense pour mettre fin à la guerre. Donc, je pense que le manque de scepticisme est au cœur du problème. Et je pense aussi que cela tient en grande partie au fait que, vous savez, les gens suivent le mouvement pour ne pas avoir d'ennuis. Vous savez, les gens ont leur vie, ils ont des crédits immobiliers, des engagements, et puis il y a les perspectives de carrière. Et si vous ne faites pas trop de vagues, vous savez, vous pouvez très bien vous en sortir.

C'est Upton Sinclair qui disait qu'il est très difficile de faire comprendre quelque chose à quelqu'un quand son salaire dépend du fait qu'il ne le comprenne pas ? Je pense donc que ça joue beaucoup. Il y a un manque d'esprit critique. Il y a aussi ce côté où l'on suit le mouvement pour ne pas faire de vagues. Mais il y a quelqu'un en coulisses. Vous savez, on peut faire des suppositions, mais peut-être que dans cinquante ou cent ans, quand toutes les archives seront ouvertes, on verra clairement, je pense, qui tirait réellement les ficelles dans toutes ces affaires. Vous savez, on peut montrer du doigt les services de renseignement occidentaux, mais dans quelle mesure sont-ils intervenus directement ?

Ces récits viennent-ils directement des services de renseignement, indépendamment de leurs gouvernements, ou des gouvernements eux-mêmes ? Je pense que c'est une histoire qui se dévoilera avec le temps. Il faudra plusieurs décennies, avec, entre-temps, beaucoup de morts et de destructions, avant qu'on comprenne tout ça. Je pense toutefois qu'ils sont allés trop loin. Quand on voit, vous savez, le manque de confiance des populations occidentales envers les médias comme envers leurs gouvernements, notamment sur Twitter… Sur d'autres plateformes, c'est peut-être moins marqué, mais dès qu'un événement se produit, il y a tout un tas de gens qui, vous savez, parlent d'opération sous faux drapeau ou posent les questions qui dérangent. Donc je pense, vous savez, qu'ils arrivent à un point où cette approche fonctionne de moins en moins bien. Et c'est pour ça, je crois, qu'on voit apparaître certaines de ces tendances autoritaires dans nos soi-disant démocraties.

#Pascal

Je suis d'accord avec vous, et je pense vraiment qu'ils sont allés trop loin. C'est devenu trop flagrant, trop évident, et nous avons encore en mémoire trop d'exemples de ce genre pour que tout le monde puisse les ignorer. Alors des voix comme la vôtre, la mienne et d'autres se font entendre, lentement mais sûrement. À votre avis, quelles conséquences cela a-t-il sur le système de pouvoir qui s'est construit ? Et je suppose que nous sommes d'accord pour dire que le cœur de l'empire se trouve, bien sûr, aux États-Unis : à Washington et à Wall Street, dans le complexe militaro-industriel, peut-être aussi dans les différents lobbies, et ainsi de suite.

Et à partir de là, ça rayonne. Et puis vous avez des réseaux entiers, des réseaux d'élites qui font désormais partie intégrante du complexe industriel des think tanks, et qui se ramifient dans tous ces

avant-postes de l'Occident, dont l'Australie fait partie. Mais en Australie tout particulièrement, j' imagine que la seule situation géographique devrait avoir un impact sur la façon dont on perçoit, sur place, sa vulnérabilité, les menaces et ce qui assure sa sécurité. Pensez-vous qu'en Australie, aujourd' hui, cette prise de conscience de tous ces mensonges flagrants qu'on a fait avaler aux gens, conjuguée à l'éloignement géographique, est en train de faire évoluer la perception du public ?

#Cameron Leckie

Oui, je pense que l'Australie est un cas intéressant. Les peuples des Premières Nations vivaient ici depuis quelque soixante mille ans avant l'arrivée des Européens. Puis une colonie européenne a été implantée en Asie, depuis l'autre bout du monde. Et ce mode de peuplement a largement déterminé la place de l'Australie dans le monde, mais aussi nourri un sentiment d'insécurité et une peur de l' Asie. Cela fait seulement une cinquantaine d'années que nous avons enfin abandonné la politique de l'Australie blanche. Je crois que vous en avez peut-être un peu parlé avec Geoff Rich l'autre jour. Vous savez, cela ne fait pas si longtemps que nous avons adopté le multiculturalisme, et je pense qu' il a apporté des bienfaits énormes, considérables à l'Australie au fil des décennies. Et c'est certain, sans les immigrés venus du monde entier, notre pays s'effondrerait — nos écoles, notre système de santé.

Je vis sur un terrain dans la vallée de Lockyer, dans le Queensland, qui est une grande région maraîchère. Sans les immigrés, tous ces légumes pourriraient sur place, dans la terre. L'Australie dépend donc énormément des immigrés, mais il reste cette tension sous-jacente, ce manque de confiance en nous-mêmes : géographiquement, nous sommes en Asie, mais notre population reste majoritairement d'origine européenne, vous voyez ? Et je pense que la population blanche, plus âgée et plus conservatrice, domine probablement le débat sur ces questions. Mais je crois vraiment que les choses sont en train de changer. Ce serait peut-être une bonne transition pour prendre un peu de recul et voir, vous savez, où nous nous situons dans l'histoire du monde.

Alors, j'ai, vous savez, le livre de Ian Morris, Why the West Rules—for Now. Il retrace l'histoire de l' humanité sur, je crois, peut-être dix mille ans. Et si on regarde seulement les deux mille dernières années, l'Orient a été la partie du monde la plus puissante pendant la majeure partie de cette période, à l'exception des trois cents dernières années, à l'ère du colonialisme et de l'impérialisme. Et je pense que ce qu'on observe, c'est un retour du pouvoir vers l'Orient. Avec la montée en puissance de la Chine, de l'Eurasie, de l'Inde, et cetera, je pense qu'on assiste à cette transition, où l'Orient redevient dominant. Et je pense qu'une bonne partie de la panique — « panique », c'est peut-être un mot un peu fort —, mais en tout cas, bon nombre des arguments assez irrationnels qu'on entend dans ce pays portent sur les raisons pour lesquelles, vous savez, on aurait encore besoin de l'empire américain.

Je pense que tout ça tient en grande partie à une incapacité à faire face à un monde qui change. On essaie donc de s'accrocher à ce système mondial dominé par l'Europe, par les États-Unis, ce qu'on appelle en Australie l'ordre mondial fondé sur des règles, qui n'est en réalité qu'un euphémisme pour

désigner l'empire américain. On fait tout ce qu'on peut pour s'y accrocher, même si, à mon avis, c' est un peu comme essayer de retenir la marée. Enfin, l'Occident pourrait détruire le monde par une guerre nucléaire, et cetera. L'Orient n'a aucune raison de le faire, parce qu'il est manifestement en pleine ascension. Je pense donc qu'il y a chez nous cette tension entre notre incapacité à accepter que les rapports de force dans le monde sont en train de changer, notre position géographique et la population majoritairement européenne de notre pays.

#Pascal

Mais dans l'ensemble, quelle est votre perception ? Ne devrait-il pas y avoir, en Australie, une volonté forte de nouer davantage de relations avec ses voisins immédiats — l'Indonésie, la Malaisie, l' Asie en général et, bien sûr, la Chine ? Je veux dire, ils sont bien, bien plus proches que ces bons vieux Britanniques, là-bas, les Européens et les Nord-Américains. Et puis, si je me souviens bien, l' immigration en provenance d'Asie atteint actuellement un niveau record, non ? Alors, est-ce que cela ne crée pas de nouveaux liens qui permettraient à l'Australie de trouver un peu sa place dans un monde où l'hégémonie américaine et occidentale aurait pris fin ?

#Cameron Leckie

Tout à fait. Il y a, je crois, une tension entre l'appareil sécuritaire, d'un côté, et les milieux économiques et culturels, de l'autre. Vous savez, où que vous alliez en Australie, ou presque, vous verrez des gens venus du monde entier. Nous sommes une société très multiculturelle. Et je peux faire la comparaison avec l'époque où j'allais à l'école dans une zone rurale de l'État de Victoria, dans le sud de l'Australie. Je ne me souviens pas vraiment d'avoir vu quelqu'un qui n'était pas anglo-saxon. Il y avait quelques enfants aborigènes, issus des Premières Nations, dans mon école, mais je dirais que quatre-vingt-quinze à quatre-vingt-dix-huit pour cent des élèves me ressemblaient, vous voyez, plus ou moins. Aujourd'hui, vous ne trouveriez ça nulle part en Australie. Même dans les régions et les zones rurales, il y a des gens d'origines ethniques venues du monde entier. Donc, vous savez, nous sommes une nation pleinement multiculturelle.

Et c'est, je crois… Vous savez, quand on regarde les origines de la plupart des gens qui occupent des postes de pouvoir au sein de notre appareil de sécurité, ils sont très majoritairement d'origine anglo-saxonne. Donc, je pense que cette domination relève presque d'un réflexe rétrograde, comme si on s' accrochait de toutes nos forces, en espérant que le système mondial dominé par l'Occident perdure. Mais le temps avance. Et, vous savez, c'est une des choses que je trouve assez intéressantes dans cette réticence à s'ouvrir à l'Asie.

En tant que pays riche en ressources et grand producteur agricole, au cœur de l'Eurasie, nous pourrions certainement continuer à accroître notre prospérité, comme nous le faisons actuellement. Et quand on accroît sa prospérité, il est tout à fait logique d'aligner aussi ses institutions et son

architecture de sécurité sur ces liens économiques. Pour l'instant, nous sommes dans cette situation assez étonnante où la principale source de notre prospérité, la Chine, est aussi perçue comme notre plus grande menace.

#Pascal

C'est assez schizophrène, non ? Mais cette schizophrénie n'est pas propre à l'Australie. Je veux dire, une bonne partie de ce constat vaut pour beaucoup de pays. Le pays où je me trouve en ce moment, le Japon, a une économie qui dépend fortement de la Chine. Pourtant, avec la Corée du Nord, la Chine est perçue comme l'une des grandes menaces. Certains y ajoutent aussi la Russie, même si, je dois le dire, je n'ai rencontré personne au Japon qui ait vraiment peur de la Russie. C'est surtout la Chine et la Corée du Nord.

Et pour la Corée du Nord, je comprends un peu parce que, là encore, il n'y a pas de liens économiques. Et là-bas, il y a un type qui possède l'arme nucléaire et qui dit des trucs comme : « On réduirait Tokyo en cendres. » Donc, cette peur-là, je la comprends. Mais la peur de la Chine, c'est vraiment bizarre, parce que s'il y a un pays qui n'a pas pour habitude de parcourir des milliers de kilomètres à l'étranger pour tenter de conquérir d'autres nations insulaires, c'est probablement la Chine. Les derniers Chinois à avoir essayé étaient en fait des Mongols, pas des Chinois. Est-ce que vous arrivez à vous expliquer ça autrement que par le prisme de la peur du remplacement racial, ou quel que soit le nom que vous voulez donner à ça ?

#Cameron Leckie

Oui, il y a une organisation qui s'appelle l'Australian Strategic Policy Institute, l'ASPI. Vous en avez peut-être entendu parler, c'est un groupe de réflexion sur les questions de défense. Il est financé en partie par le gouvernement australien, mais il cherche aussi des financements ailleurs. Et vous pouvez deviner qui sont certains de ces bailleurs de fonds : le complexe militaro-industriel américain et, je crois, britannique aussi. Et certains de leurs projets, notamment sur les Ouïghours en Chine, ont été financés par les gouvernements du Royaume-Uni, des États-Unis et, je crois, de Taïwan également.

Mais c'est, vous savez, ce que beaucoup de gens appellent l'Institut australien de la sinophobie, ou quelque chose comme ça. Ils sont très, très, très hostiles à la Chine. Alors, soi-disant, l'institut lui-même publie les travaux de ses collaborateurs et de ses auteurs, mais n'a pas de position en tant que telle. C'est le discours qu'ils tiennent, je crois. Mais quand on regarde ce qu'ils publient, c'est toujours : « La Chine, la Chine, c'est la Chine qui est la menace. » Ce sont, en gros, les représentants commerciaux du complexe militaro-industriel en Australie. Et vous voyez, cette formule, je l'ai un peu piquée à Will Shriver.

Vous l'avez peut-être croisé sur Twitter. Il emploie l'expression « évangélistes de l'empire », et je suis vraiment convaincu que les gens de cet acabit adhèrent pleinement au projet impérial, celui de l'

hégémonie occidentale, vous voyez. Et malheureusement, je ne sais pas trop quelle influence ils ont. Ce qui est sûr, c'est qu'on leur accorde beaucoup de place dans nos grands journaux nationaux et nos médias d'information. Mais oui, c'est assez incroyable de voir à quel point ils doivent être capables de couper leur cerveau en deux quand ils écrivent certains de ces articles. Par exemple, vous voyez, quel est le seul pays au monde à avoir fait exploser un gazoduc sous l'eau ? Les États-Unis.

Ils n'en parleront pas, mais ils vont, vous savez, évoquer la possibilité que la Chine fasse la même chose avec des câbles à fibre optique, ou quelque chose comme ça. Donc, ils sont très doués pour, vous savez, brandir une menace tout en passant complètement sous silence nos propres actions, sans même chercher à les minimiser. Alors oui, je pense que des institutions comme celle-ci perdent leur crédibilité au fil du temps parce que, comme je l'ai déjà dit à plusieurs reprises, plus l'empire se rapproche de l'effondrement, plus la propagande augmente en suivant une courbe parabolique, et plus elle devient flagrante. Alors, ils se font assez souvent étriller, du moins sur les réseaux sociaux, mais aussi par des universitaires sérieux, pour la qualité des analyses qu'ils produisent.

#Pascal

Changeons un peu de perspective et abordons cette question à la lumière de votre expérience militaire. Ce qui me fascine, moi qui étudie aussi le droit international, entre autres, c'est que les nations, les États-nations modernes, forment généralement assez bien leurs soldats au droit de la guerre et de la paix. Vous y avez fait référence tout à l'heure. Les manuels militaires sont en fait une source très, très importante pour déterminer quels types de règles d'engagement, entre autres, sont acceptés ou non. Pourtant, lorsqu'il s'agit des grandes décisions, comme celle d'entrer en guerre ou pas, on constate que les institutions militaires sont souvent à la merci des décisions politiques. Avez-vous constaté cela en Australie aussi ? Certains des déploiements à l'étranger auxquels vous avez été contraint de participer correspondaient-ils aussi aux souhaits du commandement militaire ? Ou est-ce la politique qui dicte ces déploiements ? Ou, au contraire, est-ce que les réseaux entre les différentes armées occidentales déterminent aussi, dans une large mesure, les opérations auxquelles l'Australie participe et ce que…

#Cameron Leckie

En principe, en Australie, il y a une séparation entre l'armée et le système politique, et c'est bien normal. L'armée doit donc agir selon les directives du gouvernement en place. Et si vous m'aviez posé la question à mes débuts, ou sans doute pendant la première moitié de ma carrière militaire, je vous aurais dit que c'était ce que je pensais. Aujourd'hui, je n'en suis plus aussi sûr. Enfin, ce n'est qu'une intuition, je suppose, quand on observe ce qui se passe dans le monde, mais on se demande quelle influence nos services de renseignement, en particulier, mais aussi notre armée, exercent sur les décisions du gouvernement. Alors, pour en venir au droit des conflits armés, chaque soldat, chaque membre des forces de défense australiennes y est formé dès le premier jour, vous savez, pendant sa formation initiale de recrue. On leur enseigne le droit des conflits armés.

Et cet apprentissage se poursuit tout au long de votre carrière militaire. Je ne peux vraiment parler que de l'armée de terre, mais j'ai été instructeur pendant quatre ans dans un centre appelé Canungra, pour ce qu'on appelait le cours d'officier de deuxième niveau. J'étais responsable du module sur le droit des conflits armés. C'était donc une formation de six semaines, dont nous consacrions deux jours à peu près, vous savez, au droit des conflits armés. Et ces règles sont aussi intégrées aux scénarios d'entraînement que nous mettons en place.

Et, vous savez, pour ce qui est de connaître les lois qui régissent les conflits armés, aucun militaire n' a d'excuse pour ne pas les connaître, parce qu'on vous les martèle dès le premier jour. Vous suivez régulièrement des formations de remise à niveau, et puis, avant chaque déploiement, des officiers juristes vous expliquent en détail les règles d'engagement et leur articulation avec le droit des conflits armés. Donc, vous savez, je pense que le système en place dans l'armée est plutôt bon. Et on nous martèle aussi qu'obéir à un ordre illégal n'est pas une excuse.

C'est donc le vieil argument de défense de Nuremberg : « Je ne faisais qu'obéir aux ordres. » Ça aussi, on le fait bien comprendre aux soldats. Donc, si les règles d'engagement vous interdisent d' attaquer quelqu'un, mais que vous le faites quand même et que vous tuez cette personne, vous pouvez avoir à répondre d'un crime de guerre. Les soldats en sont donc parfaitement conscients. Je n'ai pas été déployé en Irak, mais j'ai suivi une partie de l'entraînement préalable à ce déploiement. À mon avis, pas un seul soldat australien n'est parti en Irak en pensant qu'il s'engageait dans une guerre d'agression. Or, c'est ainsi que je considère la guerre en Irak : comme une guerre d'agression.

Mais vu la façon dont le système politique présente les choses, et dont ça se répercute ensuite dans la hiérarchie militaire, on a toujours toutes ces règles d'engagement, etc. Je ne pense pas qu'un seul soldat australien déployé en Irak ait douté de la légalité de ce qu'il faisait. Ce n'est donc qu'avec le recul que, vous savez, on prend conscience que cette guerre reposait sur un mensonge. Ils ont construit un récit et, vous savez, ils l'ont étayé en s'appuyant sur notre système politique et sur tout le dispositif qui produit les ordres et tout ça au sein des forces armées.

Vous savez, c'est assez intéressant de voir comment on peut en arriver là : comment ce qui, avec le recul, était clairement une guerre d'agression peut être légitimé sur le moment, en disant qu'on ne fait qu'obéir aux ordres, que ces ordres sont légaux et qu'il n'y a donc aucune raison de ne pas faire ce qu'on fait. Et je crois qu'en Australie, nous n'avons pas beaucoup réfléchi à notre participation à la guerre en Irak. Mais je fais partie d'un groupe appelé Australians for War Powers Reform, qui s'est constitué à la suite de la guerre en Irak et qui a réclamé une enquête semblable à l'enquête Chilcot au Royaume-Uni. Et je dirais que notre position, c'est que la décision de faire la guerre à l'étranger est la décision la plus importante qu'un gouvernement puisse prendre.

Pour nous, le Parlement devrait donc voter sur cette question, afin d'assumer la responsabilité de cette décision à la place du Premier ministre. Parce qu'à l'heure actuelle, le Premier ministre est la seule personne à pouvoir prendre cette décision de sa propre initiative. Je pense donc que c'est

fondamentalement antidémocratique, et que cette absence de contrôle politique peut conduire, comme on l'a vu en Irak, à déployer des membres des forces armées australiennes dans des opérations qui, il faut bien le reconnaître, sont illégales. Et je ne pense pas qu'il soit acceptable de placer un seul membre des forces armées dans une telle situation.

#Pascal

Que se passerait-il si un officier des forces armées australiennes recevait l'ordre de partir en mission à l'étranger et refusait pour les raisons que vous venez d'évoquer ? En disant, par exemple : « Ah non, c'est une guerre d'agression. Les guerres d'agression sont illégales, donc je dois refuser cet ordre. » Quelles seraient les conséquences juridiques pour quelqu'un qui ferait ça ?

#Cameron Leckie

Oui, c'est une bonne question, et je ne suis pas sûr à cent pour cent. L'armée, c'est la bureaucratie par excellence. On a donc une loi sur la discipline au sein des forces armées, qui permet de sanctionner ceux qui n'obéissent pas aux ordres. Les soldats australiens et les membres des forces armées sont tous volontaires. Donc, vous savez, il n'y a pas de conscription en Australie. Il y en avait pendant la guerre du Vietnam, mais c'est bel et bien terminé. Donc, dans les faits, quasiment tous ceux qui partent en mission sont volontaires.

Si vous ne vouliez pas partir, vous le signaliez. Je ne connais personne qui l'ait fait, mais si vous donniez l'impression que vous alliez faire des vagues, je pense qu'on vous retirait du déploiement avant même votre départ, parce que c'est le plus simple à gérer. Vous voyez, imaginez que des gens commencent à se manifester en disant : « Je refuse de partir en mission. Je pense que c'est illégal. » Ça pose quand même un problème au ministère de la Défense. Donc, je pense que le plus simple serait tout bonnement de retirer ces gens du déploiement. Mais vous seriez tiraillé… Enfin, moi aussi, je ressentais ça. Je me souviens, quand on m'a annoncé que j'allais partir au Timor oriental, j'étais aux anges. J'étais vraiment enthousiaste, parce qu'après toutes ces années d'entraînement, vous allez enfin faire ce pour quoi vous vous êtes engagé dans l'armée. Ce n'était pas une guerre, mais, vous voyez, c'était une mission à l'étranger, et il y avait quand même des risques.

Et je pense que la plupart des soldats australiens, quand ils partent en opération — et c'est probablement le cas de soldats dans bien d'autres pays —, ont en fait hâte d'y aller, vous voyez. C' est comme un médecin qui n'a encore jamais eu l'occasion d'opérer. À quoi bon toute cette formation, sinon ? Donc, il y a cet enthousiasme naturel. Et puis, vous savez, dans l'armée, on vous vend la mission que vous allez accomplir. Donc, comme je le disais, du moins par le passé, pendant la guerre en Irak et en Afghanistan, personne ne serait parti en opération en pensant qu'il allait faire quelque chose d'illégal. Alors, quand vous réunissez ces deux éléments, les gens sont plutôt enthousiastes.

Mais si vous étiez celui qui levait la main — et je crois qu'au fond, c'est pour ça que je suis parti, parce que je ne voulais pas me retrouver dans une situation où je devrais partir en opération et faire quelque chose avec lequel j'étais fondamentalement en désaccord —, vous prenez un risque assez important pour votre réputation personnelle, parce que, je suppose, vous allez à l'encontre du système. Et ceux qui vont à l'encontre du système, en général, sont mal vus. Alors oui, surtout quand ça fait longtemps que vous êtes là, que vous vous êtes investi corps et âme dans une organisation, et que vous dites ensuite : « Non, je ne ferai pas ça », pour des raisons morales, ou parce que vous pensez que c'est illégal, ou pour une autre raison… Vous savez, votre réputation personnelle en pâtirait. Et puis, au bout du compte, vous vous retrouvez à chercher un autre emploi. Donc je pense que, dans les circonstances actuelles, c'est vraiment avant tout une question de réputation.

Mais ce serait intéressant de voir ce qui se passerait si on participait à une guerre conventionnelle, comme celle qui se déroule en Ukraine, parce que l'Australie n'en a pas vraiment connu depuis la Seconde Guerre mondiale. Je crois qu'on a eu environ quarante mille morts pendant la Seconde Guerre mondiale, ce qui, par rapport à la population, est considérable. Mais dans la plupart des opérations auxquelles on a participé depuis la guerre de Corée, vous savez, on avait de bonnes chances de rentrer chez soi. Oui, on a eu des morts et des blessés, mais la majorité des Australiens sont rentrés. Mais ce serait intéressant de voir, si on devait participer à une guerre de grande ampleur où le risque de se faire tuer serait élevé, comme c'est le cas en Ukraine, quel effet cela aurait sur l'enthousiasme des gens à partir à la guerre. Enfin, j'espère qu'on n'en arrivera jamais là.

#Pascal

Je veux dire, surtout si on ne peut pas s'identifier à cet endroit, non ? Encore une fois, l'Australie, c' est loin. C'est loin de l'Iran, mais elle arrive quand même à convaincre beaucoup de gens qu'elle doit se reconnaître dans la lutte contre l'Iran, non ?

#Cameron Leckie

Et c'est l'une des choses étranges dans l'armée. Vous voyez, le gouvernement peut décider demain qu'un pays, n'importe lequel, est votre ennemi. Et tout à coup, si vous faites partie des forces armées, vous pouvez vous retrouver à combattre un pays dont vous ne savez rien, pour une cause que vous connaissez probablement très mal. Et d'un seul coup, ce sont vos ennemis. Oui, c'est assez étrange. Enfin, c'est comme ça que l'armée fonctionne, mais c'est quand même assez étrange, surtout pour un Australien : le gouvernement décrète que quelqu'un est un ennemi, et vous pouvez, en théorie, vous retrouver très vite à le combattre, alors que vous ne savez rien de lui.

#Pascal

Et qu'est-ce que ça vous fait, compte tenu de votre formation militaire et de votre connaissance du droit des conflits armés, de voir les horreurs à Gaza et la manière dont une autre colonie de peuplement blanche traite ses populations autochtones ? Parce que, je veux dire, l'Australie se pose beaucoup de questions sur la façon dont elle a traité ses propres populations autochtones, les peuples des Premières Nations. Est-ce que cela influence réellement le regard des Australiens sur la façon dont les choses sont gérées aujourd'hui au sein de l'empire américain ? Je veux dire, sur ce qui arrive aux Palestiniens ?

#Cameron Leckie

Oui. Alors, je dirais qu'il y a tellement de choses dans le monde qui retiennent notre attention. Vous savez, on se concentre sur des événements précis, comme le génocide à Gaza ou la guerre en Ukraine, et certains ont eu plus de répercussions que d'autres. Et je pense que ce qui se passe à Gaza a... je ne crois pas que le mot soit trop fort... profondément transformé la façon dont beaucoup d'Australiens voient le monde. Cela dit, il y a encore beaucoup de gens qui soutiennent Israël ou qui, vous savez, considèrent qu'Israël a été attaqué par le Hamas et que, par conséquent, Israël doit faire tout ce qu'il peut. Mais je pense qu'une grande partie des Australiens sont horrifiés par ce qui s'est passé et ce qui continue de se passer, et j'en fais partie.

Oui, enfin, j'ai justement écrit un article pour Pearls and Irritations, dont j'ai parlé tout à l'heure, et je commençais en disant : « Parfois, je me réveille et je ne reconnais plus le pays dans lequel je vis », vous voyez ? L'Australie fait partie des pays qui ont contribué à la création de l'ONU et, je crois, des premiers pays à avoir adhéré à la Convention sur le génocide. Et je trouve tout simplement ahurissant qu'un pays qui parle autant des droits humains soit en réalité complice du génocide. Il y a un site qui s'appelle Declassified. Un journaliste chevronné, Peter Cronau, y a publié de nombreux articles qui montrent, en substance, comment des armes ou des pièces destinées aux avions F-35 quittent l'Australie et sont acheminées par avion directement vers Israël.

Et je ne suis pas juriste, mais pour moi, ça veut dire que, vous savez, ces avions ne peuvent pas voler sans ces pièces, évidemment. Et si vous les envoyez depuis votre pays vers un pays dont vous savez qu'il commet un génocide, ou qu'il risque à tout le moins d'en commettre un, que vous avez adhéré à la Convention sur le génocide, et que votre propre législation prévoit que la complicité de génocide est un crime, je trouve tout simplement ahurissant qu'un gouvernement puisse laisser faire ça. Et énormément de gens en Australie le voient bien. Et je crois que c'était l'année dernière : quelque trois cent mille personnes ont traversé le pont de la baie de Sydney pour manifester contre le génocide.

Donc, oui, je pense que cet événement a probablement ouvert les yeux à beaucoup de gens en Australie sur ce que nous faisons en tant que nation, vous voyez. Pour moi, ça a commencé en Ukraine, et ce qui s'est passé à Douma en deux mille dix-huit a ensuite ancré cette prise de conscience. Mais chaque fois que des événements comme celui-ci se produisent, de plus en plus de

gens ouvrent les yeux sur la façon dont fonctionnent nos structures de pouvoir, vous voyez, et sur ce que fait réellement ce pays, par rapport aux grands discours qu'on entend de la part de notre classe politique. Et ce décalage entre ce que nous disons être et ce que nous faisons n'est pas tenable à long terme.

#Pascal

Alors, aussi horribles et déchirants que soient ces événements, ils sont aussi, comme vous l'avez dit, porteurs de profonds changements. Il va y avoir trop de gens, trop de gens qui vont se rendre compte en même temps que… Oh non, attendez une seconde, c'est peut-être nous, les méchants. C' est peut-être nous qui avons provoqué ces morts, ces souffrances, ces massacres et toutes ces choses dont nous avons dit ne plus vouloir, au nom de la Convention des Nations unies sur les droits de l'homme, et ainsi de suite. Alors, comment voyez-vous cet empire occidental se désagréger ?

#Cameron Leckie

Je veux dire, je n'ai rencontré Warwick que ces dernières années, et je m'intéressais beaucoup au pétrole et à l'énergie au début des années deux mille. Et c'est pour ça que je suis aussi convaincu que je peux l'être que l'empire américain est sur le déclin. Au fond, ça renvoie aux travaux de Joseph Tainter et à l'effondrement des sociétés complexes. En gros, pour les États-Unis, le retour sur investissement de leur empire est négatif depuis longtemps. Qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire que, dans chacune de ces aventures désastreuses, qu'il s'agisse de la guerre en Ukraine, de ce qui se passe en Iran ou d'un éventuel conflit avec la Chine, les États-Unis n'y gagnent plus rien aujourd'hui. C'est un coût net.

Si on remonte à… je crois que c'était en mille huit cent quarante-huit — et je ne vais pas me ridiculiser en essayant de donner le nom du traité —, mais ce traité entre les États-Unis et le Mexique, par lequel, en gros, les États-Unis se sont emparés, vous savez, de vastes régions du sud-ouest du continent nord-américain, ça a été un retour sur investissement énorme. Pour un peu de sang versé et un peu d'argent, ils ont pris le contrôle de tout ce territoire, de toute son agriculture, de tout son pétrole, de tout son or, et cetera. Donc, un retour sur investissement colossal. Et on peut aussi penser aux Caraïbes, aux Philippines, et cetera : un retour sur investissement considérable par rapport à ce que ça leur avait coûté. Mais au fond, je pense que c'est probablement à la fin de la Seconde Guerre mondiale que ce retour sur investissement a été positif pour la dernière fois.

Le Vietnam, l'Irak, l'Afghanistan… Vous savez, qu'est-ce que les États-Unis y ont gagné ? Alors, le complexe militaro-industriel, oui, lui y a peut-être gagné. Mais la société américaine dans son ensemble n'y a rien gagné. Et c'est pour ça qu'on voit le niveau de vie de l'Américain moyen reculer. Donc, vous savez, c'est ça qui est à l'origine de tout ça. Et on ne peut pas y échapper une fois qu'un empire en arrive à ce stade, où ses engagements dépassent ses ressources. Il est inévitable qu'il se replie. Donc, à plus long terme, c'est inévitable. Et je pense qu'on commence à voir, avec quelques

coups de pouce, comme les Iraniens qui détruisent de nombreuses bases dans le golfe Persique, que les États-Unis vont commencer à réduire concrètement leur présence.

Son emprise impériale va se réduire. Et je pense que, vous savez, c'est ça, la tendance générale. Comment les choses vont-elles se dérouler concrètement ? Eh bien, on le voit déjà, mais on ne peut pas vraiment le prévoir, parce qu'il y a énormément de facteurs en jeu. Et surtout quand on a quelqu'un comme le président Trump, qui a tendance à agir, vous savez, d'une manière qu'on pourrait juger irrationnelle, comme lorsqu'il attaque l'Iran. Il y aura donc beaucoup de soubresauts en cours de route, et de nombreuses tentatives pour maintenir l'empire. Mais je pense que, comme le dit Warwick, c'est une réaction auto-immune. L'empire est désormais tellement engagé sur la voie du déclin et de l'effondrement que tout ce qu'il essaie de faire ne fait qu'aggraver sa propre situation.

Donc, à bien des égards, quand je pense à ce qui attend l'Australie dans les deux prochaines années, je me dis qu'on est peut-être presque arrivés au point où la phase la plus dangereuse est derrière nous, ou qu'on vient juste de le dépasser. Je pense que la classe impériale américaine commence à se rendre compte qu'elle s'est aventurée bien au-delà de ses capacités et que, vous savez, s'attaquer à la Chine à l'heure actuelle se solderait par un échec bien plus cuisant que ce qui s'est passé en Iran. Ce qui me fait un peu peur, je crois, c'est cette vision du monde un peu évangélique qui fait que, vous savez, ils pourraient préférer tout détruire plutôt que d'accepter un monde où l'empire ne domine pas.

#Pascal

Oui, c'est l'un des dangers. Mais je me posais cette question : qu'est-ce qu'il faudrait que je voie pour croire que les États-Unis ont vraiment changé de cap ? Parce que jusqu'ici, avec tout ce qu'on voit, on en est toujours à cette question que Brian Berletic et d'autres se posent aussi : est-ce que ce que fait Donald Trump s'inscrit vraiment dans une remise à plat de la politique étrangère américaine ? Est-ce qu'il dit : « Nous savons que nous vivons dans un monde multipolaire » ? Je veux dire, c'était le discours de Rubio il y a un an et demi : « La multipolarité est là, et nous, nous ne sommes que l'hémisphère occidental », et ainsi de suite. Ou est-ce que tout ça reste du cinéma, et qu'en réalité, la stratégie américaine à long terme consiste toujours à rechercher l'hégémonie, en disant : « Non, non, il nous suffit de semer suffisamment le chaos », et ainsi de suite ?

Et la guerre en Iran, on peut s'en servir pour affaiblir la Chine ou ralentir sa croissance, et ainsi l'emporter sur cette puissance au cours des vingt-cinq à quarante-cinq prochaines années, en l'affaiblissant sur le plan stratégique pour continuer à exercer notre domination. Pour l'instant, je ne pense pas qu'on puisse trancher cette question. Mais je me demandais : qu'est-ce qui me ferait enfin dire : « Bon, quelque chose a vraiment changé, quelque chose s'est vraiment fissuré » ? Par exemple, si les Américains disaient réellement aux Japonais : « Écoutez, nous quittons Yokosuka. Nous quittons toutes nos bases ici. Nous allons rentrer chez nous. Il ne restera aucun soldat américain au Japon. » Si cela arrivait un jour, je dirais : « Bon, là, ils sont sérieux », parce qu'ils ne se retireraient pas pour des raisons bilatérales liées au Japon, mais pour des raisons unilatérales qui

leur seraient propres. Et vous, qu'est-ce qui vous permettrait enfin de trancher la question et de dire : « Bon, l'empire change de cap » ?

#Cameron Leckie

Oui, c'est probablement la grande question du moment, non ? Enfin, on peut faire des suppositions. Du point de vue australien, si les nombreuses bases américaines — qu'on ne désigne pas comme telles parce que c'est politiquement sensible — si elles… Pardon, qu'est-ce que vous avez dit ?

#Pascal

Comment s'appellent-ils ?

#Cameron Leckie

Ce sont des installations communes, je crois que c'est le terme qu'ils emploient. Oui, en fait, il existe un document juridique entre l'Australie et les États-Unis, appelé le Force Posture Agreement, par lequel nous avons cédé notre souveraineté sur des « installations convenues », qui comprennent certaines de nos bases militaires, des aéroports, des ports, etc. Donc, si les États-Unis pliaient bagage et s'en allaient, ce serait un signe. Malheureusement, nous prenons la direction opposée, avec de plus en plus de bases militaires américaines dans ce pays. Donc je pense, et peut-être que je l'espère aussi, que ce sera une de ces choses où, dans vingt ans, on regardera en arrière et on se dira : « Ah, l'empire a plus ou moins pris fin. » Mais ça se fera petit à petit. Il y aura simplement une réduction de la présence américaine. Donc, en théorie, on pourrait encore avoir, vous savez, une installation américaine, mais sans personne sur place, ou sans plus aucun équipement, ou qui ne serait plus utilisée, quelque chose comme ça.

Je pense que les signes les plus probables seront sans doute des choses qu'on ne reconnaîtra qu' après coup. Et je pense, par exemple, qu'en Australie, l'accord AUKUS porte sur des sous-marins… enfin, pas seulement sur des sous-marins, mais en grande partie sur des sous-marins pour lesquels l' Australie paie des centaines de milliards, mais qu'elle ne recevra probablement jamais. Et vous avez reçu Hugh White, je crois, dans votre émission il y a quelque temps. Il parlait, vous savez, des sous-marins nucléaires américains et britanniques qui doivent se relayer au sein de ce qu'ils appellent la Submarine Rotational Force–West, je crois, en Australie-Occidentale. Et le Royaume-Uni n'a pas les capacités nécessaires pour déployer ses sous-marins. Donc, même si, en théorie, c'est une base où le Royaume-Uni pourrait stationner ses sous-marins, dans la pratique, c'est sans doute très peu probable. Ou alors, ce sera une opération ponctuelle, ou quelque chose qui ne se produira qu'une fois toutes les longues années. Et je me dis, vous savez, qu'on verra peut-être la même chose.

Nous avons une base et, vous savez, de temps en temps, un sous-marin américain y fait escale pour se réarmer et faire le plein, mais ces visites seront de plus en plus espacées. Voilà, je pense que c'est ce qui nous attend. Dans l'idéal, si j'étais aux commandes pour une journée, je dirais : « Bon,

merci beaucoup, l'oncle Sam. Vous pouvez rentrer chez vous, maintenant. » Mais je pense qu'il est peu probable que les choses se passent comme ça. Ce sera simplement une mort lente et embarrassante. Et avec le recul, on se dira : « Qu'est-ce qui s'est passé ? Les États-Unis ne sont plus là. »

#Pascal

Je me demande quand même ce qui se passera quand la nouvelle donne politique s'installera. Ce qui est très intéressant, c'est qu'hier encore, on a vu les Saoudiens, les Turcs et les Pakistanais se rendre à Téhéran pour discuter de sécurité régionale avec l'Iran. C'est tout à fait inattendu, mais c' est aussi une très bonne chose, parce que cela montre que les acteurs régionaux comprennent bien qu'il faut au moins essayer de discuter des contours de nouvelles architectures de sécurité, non ? Pensez-vous qu'une démarche de ce genre soit possible dans un avenir proche, dans les deux prochaines années, entre, disons, l'Australie, le Japon, l'ASEAN et la Chine ? Qu'ils se mettent simplement autour d'une table et se disent : « Tiens, et si on discutait à l'échelle régionale de la manière dont on pourrait s'organiser ? »

Et on n'a même pas besoin de parler, vous savez, de politique au plus haut niveau. Il s'agit plutôt de ce que vous feriez vous-même, ou, par exemple, de simples échanges entre garde-côtes pour se dire : « Écoutez, il y a peut-être quelques lacunes : on ne sait pas vraiment comment intervenir, et ainsi de suite, ni qui est responsable de quoi. Est-ce que ce ne serait pas logique de se réunir, pas seulement au niveau des Premiers ministres, mais aussi des ministres ou des vice-ministres, pour se dire : "Allez, comblons ces lacunes" ? »

#Cameron Leckie

Vous voyez quelque chose de ce genre se profiler, peut-être ? Pour l'instant, non, mais c'est parce que la classe politique actuelle est très pro-américaine et cherche vraiment à rétablir ou à stabiliser le statu quo. Enfin, le statu quo est en train de s'évaporer. Par exemple, le gouvernement australien fait beaucoup d'efforts pour que l'Australie prenne la place de la Chine dans le Pacifique. Je pense donc que l'Australie sera probablement l'un des derniers pays de notre région à faire ça. Mais j'ai quand même le sentiment que, vous savez, ce sera un changement non linéaire, ou un changement politique provoqué par une élection.

On a eu deux partis, le Parti libéral et le Parti travailliste, qui, vous savez, sont vraiment comme le jour et la nuit. Leurs désaccords portent sur des points assez mineurs, mais sur l'essentiel, ils sont à peu près pareils. Ils sont donc au pouvoir depuis toujours en Australie, depuis la Fédération… depuis plus de cent ans, en fait. Mais je pense qu'un espace est en train de s'ouvrir, où l'on pourrait voir émerger d'autres partis. Les Verts ont élu un nouveau dirigeant en Australie, et le sénateur David Shoebridge a une vision du monde assez différente. Alors, vous savez, je pense qu'il suffirait peut-être d'une ou deux élections pour que l'Australie prenne un tournant, qu'elle abandonne sa trajectoire actuelle pour une orientation plus réaliste, compte tenu du monde dans lequel on vit.

Et je veux dire, vous savez, regardez combien de pays de notre région sont maintenant membres des BRICS. Prenez l'Indonésie, par exemple, qui est l'un de nos plus proches voisins : elle est en passe de devenir la quatrième ou la cinquième puissance économique mondiale d'ici quelques décennies. Elle entretient de bonnes relations avec la Chine et la Russie. L'Australie essaie de maintenir de bonnes relations, mais je ne sais pas à quel point c'est sincère, puisqu'elle cherche à faire contrepoids à la Chine plutôt qu'à nouer des relations authentiques. Je pense que c'est l'un des problèmes de la diplomatie australienne : à mon avis, nous ne jouons pas un rôle d'intermédiaire impartial. Pratiquement tout ce que nous faisons en matière de politique étrangère est, vous savez, cynique.

Et je pense que cette voie n'est pas tenable. Donc, à mesure que les événements se dérouleront et qu'il deviendra évident que le monde occidental s'affaiblit, vous savez, il faudra probablement changer de politique et remplacer quelques responsables politiques. Mais je pense que le moment approche où l'on pourrait voir les choses changer assez rapidement. Cela dit, nous sommes probablement encore à cinq ou six ans de ce tournant, vous savez, à un ou deux cycles électoraux. C' est sans doute en partie pour ça que j'écris autant : j'espère contribuer à faire évoluer les choses dans ce sens, pour que nous nous ouvrions à la région dans laquelle nous vivons, vous savez, de manière pacifique et plus rapidement que nous ne le ferions autrement.

#Pascal

Et c'est quelque chose que je soutiens pleinement, parce que même si on accélère les choses de quelques mois seulement, ou peut-être de quelques années, ce sera une bonne chose. Parce que c' est un pas vers l'avenir, et non vers ce passé impérial, figé, profondément ancré et très, très violent, dont nous faisons encore partie intégrante. Mais merci beaucoup, Cameron, pour cette présentation très large de votre analyse. Si les gens veulent vous lire davantage, où peuvent-ils aller ?

#Cameron Leckie

C'est sur Twitter que je suis le plus actif, sous le nom de lecky, tiret du bas, Cameron. J'ai aussi un Substack avec pas mal d'articles. Je n'écris pas aussi souvent que je le voudrais, mais il y a déjà une belle collection d'articles.

#Pascal

Si vous m'envoyez les liens, je les mettrai bien sûr dans la description ci-dessous. Et quand il se passera quelque chose — et ça ne manquera pas d'arriver —, nous reparlerons du dispositif de sécurité régionale dans le Pacifique. En attendant, Cameron Leckie, merci beaucoup de nous avoir accordé de votre temps aujourd'hui.

#Cameron Leckie

Merci beaucoup, Pascal.